

En signant ce document, le soumissionnaire confirme sur l'honneur respecter les dispositions légales concernant l'égalité entre hommes et femmes, et plus particulièrement l'égalité salariale. Il s'engage aussi à s'assurer que ses sous-traitants, fournisseurs et autres intervenants les respectent également.

Bases légales qui fondent cet engagement :

- [Art. 8 al. 3 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 \(RS 101\)](#) : qui consacre le principe de l'égalité entre hommes et femmes, en particulier le droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale ;
- [Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes \(RS 151.1\)](#) : qui interdit toute forme de discrimination fondée sur le sexe dans les relations de travail ;
- [En cas de marché soumis au droit des marchés publics, art. 11 let. f AIMP \(L 6 05\) et art. 21 et 32 RMP \(L 6 05.01\)](#) : qui précisent que l'égalité entre les hommes et les femmes est un principe à respecter lors de la passation des marchés.

Contrôles :

Le soumissionnaire ou l'adjudicataire du marché peut effectuer un auto-contrôle, dans le but de vérifier le respect de l'égalité salariale, grâce au logiciel LOGIB (téléchargeable sous <http://www.logib.ch>).

L'adjudicateur se réserve le droit, à tout moment, de contrôler ou de faire contrôler la juste application des législations sur l'égalité auprès du soumissionnaire ou de l'adjudicataire. Ces derniers sont tenus de fournir sur demande les données nécessaires aux contrôles, notamment les données salariales sous forme individuelle et anonyme. En cas de non-conformité, l'adjudicateur peut exiger du soumissionnaire ou de l'adjudicataire du marché qu'ils prennent les mesures nécessaires afin de respecter le principe d'égalité entre hommes et femmes et qu'ils apportent la preuve de leur mise en conformité, dans un délai donné. Le contrôle peut également toucher les sous-traitants, fournisseurs et autres intervenants.

Sanctions :

Le non-respect des dispositions sur l'égalité entre hommes et femmes peut entraîner l'exclusion de l'offre ou la résiliation immédiate du contrat. Toute autre mesure ou sanction découlant de la loi demeure réservée.

A compléter par le soumissionnaire :

Raison sociale :

Date :

Signature(s) * : _____

* *Ne sont valables que les signatures des personnes qui possèdent le pouvoir de signature pour engager l'entreprise ou le bureau. En cas d'association de bureaux ou d'entreprises (pool/consortium), le présent document doit être signé par chaque membre associé.*